

Obligations en matière de protection de l'information des notaires et des fournisseurs de services technologiques

1.

Table des matières

Introduction.....	3
Avis.....	3
Définitions de base	3
➤ Renseignements personnels	3
➤ Confidentialité	4
➤ Sécurité de l'information	4
➤ Intégrité	4
➤ Disponibilité	4
Relations notaire-client et notaire-fournisseur	4
1. Lois québécoises relatives à la protection de l'information.....	6
2. Lois fédérales relatives à la protection de l'information	10
3. Règlement européen	12

Introduction

Le présent document est destiné à recenser les principales obligations en matière de protection de l'information des notaires et des fournisseurs de services technologiques auxquels ils ont recours dans le cadre de leur profession. Une méconnaissance des obligations légales en cette matière peut entraîner des sanctions sévères pouvant mettre en péril le droit d'exercer la profession. Les dispositions applicables sont assorties de leurs sanctions et, le cas échéant, de la jurisprudence pertinente.

Avis

Le présent document contient des éléments d'information générale liés au droit en vigueur au Québec et au Canada en matière de protection de l'information et ne constitue pas un avis ou un conseil juridique. Le lecteur doit garder à l'esprit qu'il lui appartient de déterminer si les lois et règlements cités s'appliquent aux conditions dans lesquelles il exerce la profession (dans le cas du notaire) ou dans lesquelles il fournit sa prestation de service (dans le cas du fournisseur), l'applicabilité d'une disposition légale à une situation donnée étant une question de fait.

Définitions de base

➤ Renseignements personnels

Tout renseignement qui concerne une personne physique et permet de l'identifier¹.

Tout renseignement concernant un individu identifiable².

À titre d'exemple, sont des renseignements personnels, le nom, l'adresse, le sexe, le courriel d'une personne, son origine ethnique, sa religion, son âge, sa couleur de cheveux, son état civil, son numéro de téléphone, ses relations familiales, son ADN, mais aussi ses habitudes d'achat, son historique de navigation sur internet, son adresse IP, son dossier médical, ses antécédents judiciaires, ses opinions politiques...

¹ Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, RLRQ, c. P-39.1, art 2

² Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques, L.C. 2000, c. 5, para 2(1)

➤ Confidentialité

Caractère des données dont la diffusion doit être limitée aux seules personnes ou autres entités autorisées³.

Sont confidentiels les renseignements personnels, le secret professionnel, les secrets commerciaux, les privilèges liés aux litiges et enquêtes, etc.

➤ Sécurité de l'information

Protection des ressources informationnelles d'une organisation, face à des risques définis, qui résulte d'un ensemble de mesures de sécurité prises pour assurer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité de l'information traitée⁴.

➤ Intégrité

L'intégrité du document est assurée, lorsqu'il est possible de vérifier que l'information n'en est pas altérée et qu'elle est maintenue dans son intégralité, et que le support qui porte cette information lui procure la stabilité et la pérennité voulue⁵.

➤ Disponibilité

Propriété d'un système informatique capable d'assurer ses fonctions sans interruption, délai ou dégradation, au moment même où la sollicitation en est faite⁶.

Relations notaire-client et notaire-fournisseur

Les obligations qui incombent au fournisseur sont soit directes (le fournisseur doit maintenir la sécurité de l'information qu'il garde pour son client (i.e. le notaire), soit indirectes (il doit permettre au notaire de respecter ses propres obligations envers son client, comme par exemple effectivement détruire l'information dont le notaire demande la destruction).

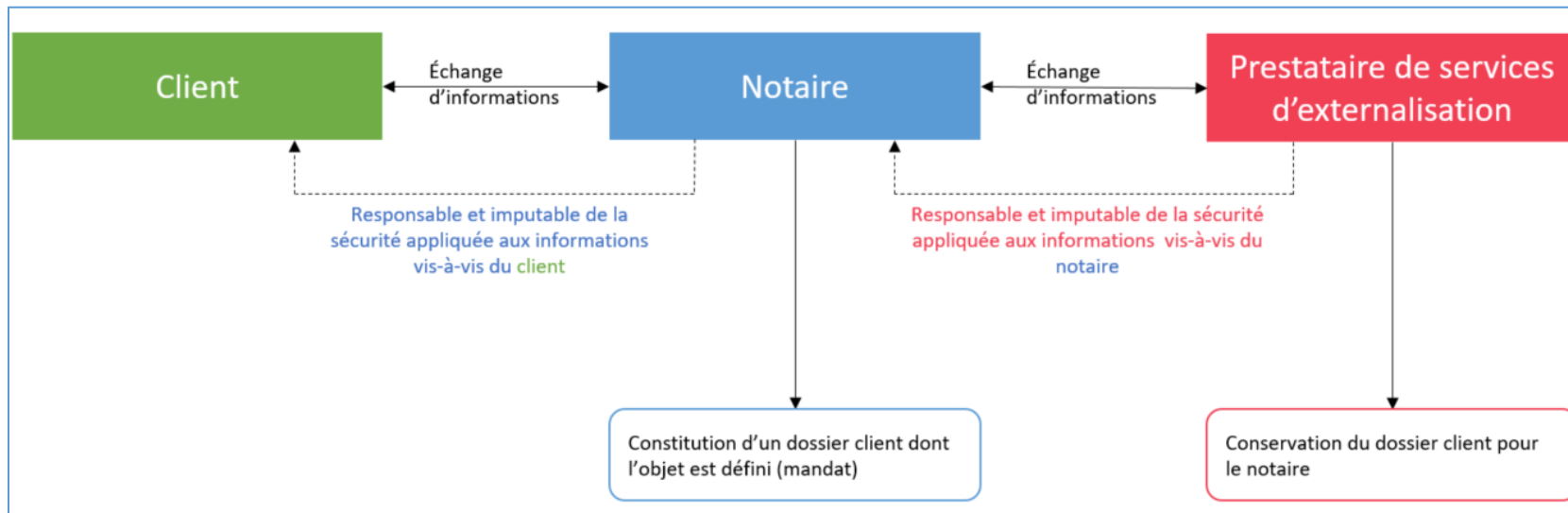
³ Office québécois de la langue française, *Le grand dictionnaire terminologique*, "confidentialité" consulté le 6 novembre 2018.

⁴ Office québécois de la langue française, *Le grand dictionnaire terminologique*, "sécurité de l'information" consulté le 6 novembre 2018.

⁵ Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information, RLRQ, c. C-1.1, art 6.

⁶ Office québécois de la langue française, *Le grand dictionnaire terminologique*, "disponibilité" consulté le 6 novembre 2018.

Les relations dont il est question peuvent s'illustrer ainsi :



Rappelons que le notaire doit s'assurer du respect des lois professionnelles par les personnes, employés, étudiants, stagiaires, actionnaires ou associés qui collaborent avec lui dans l'exercice de sa profession. Il doit également veiller à ce que toute personne dont il a la responsabilité dans l'exercice de sa profession ne communique à un tiers des renseignements confidentiels dont il a pu avoir connaissance⁷.

Quant au fournisseur, il est tenu de réparer le préjudice causé par la faute de ses employés dans l'exécution de leurs fonctions⁸.

⁷ Code de déontologie des notaires, RLRQ, c. N-3, r. 2, articles 12 et 40

⁸ Code civil du Québec, article 1463

1. Lois québécoises relatives à la protection de l'information

Dans le tableau qui suit, les lois professionnelles répertoriées sous les numéros 1 à 5 sont applicables à tout notaire québécois quel que soit l'endroit dans le monde à partir duquel il exerce sa profession. Il découle de ces lois des obligations dont le notaire ne peut se décharger, mais pour lesquelles il peut également s'entourer de collaborateurs :

1. Code des professions, RLRQ, c. C-26
2. Loi sur le notariat, RLRQ, c. N-3
3. Règlement sur la tenue des dossiers et des études des notaires, RLRQ, c. N-3, r. 17
4. Règlement sur la comptabilité en fidéicommiss des notaires, RLRQ, c. N-3, r. 5.2
5. Code de déontologie des notaires, RLRQ, c. N-3, r. 2

Les lois portant les numéros 6 et 7, de portée générale, sont quant à elles applicables aux relations notaire-client et notaire-fournisseur⁹. En ce qui concerne la relation notaire-client et les données de ce dernier, les dispositions des lois professionnelles ont préséance sur toutes dispositions de lois à portée générale (par exemple les articles 27 et 28 de la loi numéro 7 ont un équivalent en l'article 42 de la loi numéro 5). Cela est particulièrement vrai en ce qui a trait aux obligations strictes de protection du secret professionnel en vertu desquelles le notaire ne peut pas communiquer à un tiers des informations relatives à son client, sans son autorisation écrite, sauf exception prévue par la loi.

6. Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information, RLRQ, c. C-1.1
7. Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, RLRQ, c. P-39.1
8. Loi sur l'administration fiscale, RLRQ, c. A-6.002

N°	Législation applicable	Article	Résumé	Autorité de contrôle	Mesures coercitives
1.	Code des professions, RLRQ, c. C-26	60.4	Protection du secret professionnel	Instances de l'Ordre : (i) Inspection professionnelle (ii) Bureau du syndic (iii) Conseil de discipline Tribunaux de droit commun	Enquête, avertissement, limitation, suspension du droit d'exercer la profession ou radiation du tableau de l'Ordre Amendes (art. 188) Poursuites en responsabilité civile par le client
2.	Loi sur le notariat, RLRQ, c. N-3	14.1	Protection du secret professionnel	Instances de l'Ordre : (i) Inspection	Enquête, avertissement, limitation, suspension du

⁹ Voir également la section « Avis » sur l'applicabilité des dispositions légales en page 3.

N°	Législation applicable	Article	Résumé	Autorité de contrôle	Mesures coercitives
		21 98 al.1	Signature numérique et habilitation réglementaire pour la signature numérique et la réception d'actes notariés	professionnelle (ii) Bureau du syndic (iii) Conseil de discipline Tribunaux de droit commun	droit d'exercer la profession ou radiation du tableau de l'Ordre Poursuites en responsabilité civile par le client
3.	Règlement sur la tenue des dossiers et des études des notaires, RLRQ, c. N-3, r. 17	16	Modalités de conservation des documents sur support informatique	Instances de l'Ordre : (i) Inspection professionnelle (ii) Bureau du syndic (iii) Conseil de discipline Tribunaux de droit commun	Enquête, avertissement, limitation, suspension du droit d'exercer la profession ou radiation du tableau de l'Ordre Poursuites en responsabilité civile par le client
		20	Conservation décennale des dossiers		
		23	Lieu de conservation des greffes, répertoires, index, livres et registres de comptabilité en fidéicomis et autres dossiers		
		32	Conservation des minutes, répertoires, index, livres de comptabilité en fidéicomis, logiciels d'application (incl. logiciels de gestion, de base de données et de comptabilité), mises à jour et copies de sauvegarde des données dans une chambre-forte ou un coffre-fort (résistance à 927 °C pendant min. 1h)		
4.	Règlement sur la comptabilité en fidéicomis des notaires, RLRQ, c. N-3, r. 5.2	3	Obligation de conservation, confidentialité, accès et intégrité des documents de la comptabilité en fidéicomis	Instances de l'Ordre : (i) Inspection professionnelle (ii) Bureau du syndic (iii) Conseil de discipline Tribunaux de droit commun	Enquête, avertissement, limitation, suspension du droit d'exercer la profession ou radiation du tableau de l'Ordre Poursuites en responsabilité civile par le client
		4	Conservation décennale des livres de comptabilité en fidéicomis, conformément au règlement précédent (numéro 3).		
		5	Conservation des biens en fidéicomis au domicile du notaire		
		33	Secret professionnel s'étend aux livres et pièces justificatives de comptabilité en fidéicomis		
5.		30.1	Conflit d'intérêt (gestion des accès et barrières à l'information)	Instances de l'Ordre : (i) Inspection	Enquête, avertissement, limitation, suspension du

N°	Législation applicable	Article	Résumé	Autorité de contrôle	Mesures coercitives
	Code de déontologie des notaires, RLRQ, c. N-3, r. 2	35-40	Secret professionnel et confidentialité	professionnelle (ii) Bureau du syndic (iii) Conseil de discipline Tribunaux de droit commun	droit d'exercer la profession ou radiation du tableau de l'Ordre Poursuites en responsabilité civile par le client
		41	Confidentialité de la signature numérique		
		42	Permettre l'accessibilité et la copie de son dossier à un client		
6.	Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information, RLRQ, c. C-1.1	19	Obligation de maintenir l'intégrité et la disponibilité des documents pendant la période où la personne est tenue de les conserver	Tribunaux de droit commun	Poursuites en responsabilité civile (i) du client envers le notaire (sauf disposition spécifique applicable en ce qui a trait aux données du client) (ii) du notaire envers son fournisseur
		20	Protection des renseignements personnels lors de la destruction d'un document source suite à un transfert		
		25	Contrôle des accès aux documents technologiques détenant des renseignements confidentiels		
		26 al.1	Le prestataire de services doit être informé lorsque des documents technologiques contiennent des renseignements confidentiels		
		26 al.2	Le prestataire de services doit assurer la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des documents technologiques qui lui sont confiés et en interdire l'accès aux personnes non autorisées		
		27 al.2	Le prestataire de services (soit le fournisseur de services technologiques au notaire) doit permettre à ce dernier d'avoir accès aux documents dont il est responsable		

N°	Législation applicable	Article	Résumé	Autorité de contrôle	Mesures coercitives
		34	Obligation de protéger les renseignements confidentiels par un moyen approprié au mode de transmission		
7.	Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, RLRQ, c. P-39.1	10	Obligation de prendre des mesures de sécurité propres à assurer la protection des renseignements personnels	<p>Commission d'accès à l'information (CAI):</p> <p>Examen des mécontentes (art. 42 et ss.)</p> <p>Pouvoirs d'inspection et d'enquête (art. 80 et ss.)</p>	<p>Décision sur une mécontente (art. 54 et ss.)</p> <p>Application de mesures correctives recommandées ou imposées après enquête (art. 83)</p> <p>Avis d'information au public (art. 84)</p> <p>Poursuites en responsabilité pénale (articles 91 et ss.): amende de 1 000\$ à 10 000\$ et plus dans certains cas</p> <p>Administrateur, dirigeant, représentant d'une personne morale personnellement responsable des infractions (art. 93)</p>
12	Limitation à l'utilisation des renseignements personnels				
13	Limitation à la communication des renseignements personnels				
17 al 3	Précautions à prendre lors d'un transfert de renseignements personnels à l'extérieur du Québec				
20	Communication de renseignements personnels d'un employé à un fournisseur de services, sans son consentement				

N°	Législation applicable	Article	Résumé	Autorité de contrôle	Mesures coercitives
		27, 28	Droit d'accès et de rectification d'une personne aux renseignements personnels la concernant.		
8.	Loi sur l'administration fiscale, RLRQ, c. A-6.002	39 al 1 46 à 53.1	Production de documents ou de renseignements au ministre du revenu et applicabilité du secret professionnel	Cour supérieure statue sur le caractère confidentiel de l'information (art. 50 et 51).	Article 39 : amende d'au moins 100\$ par jour

2. Lois fédérales relatives à la protection de l'information

Une étude notariale peut être assujettie à des lois fédérales de portée générale s'appliquant à toute entreprise (lois répertoriées sous les numéros 1 et 2 ci-après), mais également à des lois qui peuvent trouver application selon la nature des activités de l'entreprise (loi numéro 3 répertoriée dans le tableau ci-après). Ainsi, les activités d'un notaire québécois travaillant pour une entité fédérale (banque, télécommunicateur, aviation, etc.) ou impliquant des flux transfrontaliers de données personnelles peuvent entraîner l'application concurrente des lois qui s'appliquent au notaire du fait de sa qualité de notaire et des lois qui s'appliquent à lui du fait de la nature de ses activités.

N°	Législation applicable	Article	Résumé	Autorité de contrôle	Mesures coercitives
1.	Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes, L.C. 2000, c. 17	10.1	Les articles 7 et 9 relatifs à l'obligation de déclaration d'activités suspectes au Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada ne s'appliquent pas au notaire	Tribunaux de droit commun (perquisitions, art. 64 (1) et ss.)	s/o
		11	La loi ne porte pas atteinte au secret professionnel du notaire		

N°	Législation applicable	Article	Résumé	Autorité de contrôle	Mesures coercitives
		64 (3)	Lorsque le notaire invoque le secret professionnel, celui-ci doit sceller, retenir et conserver les documents jusqu'à ce qu'une ordonnance soit rendue par le Tribunal		
2.	Loi de l'impôt sur le revenu, LRC 1985, c. 1 (5e suppl)	231.2 (1) 231.7, 232	Production de documents ou fourniture de renseignements au ministre et applicabilité du secret professionnel (appelé dans cette loi « privilège des communications entre client et avocat »)	Cour canadienne de l'impôt pour l'obtention d'une ordonnance de divulgation visant le notaire (article 231.7 (1))	s/o
3.	Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques L.C. 2000, c. 5 *Articles 10.1 et 10.3 entrés en vigueur le 1 ^{er} novembre 2018.	5 (1) et principe 4.7 de l'annexe 1	Toute organisation doit se conformer aux obligations de l'annexe 1 de la loi, dont celle de protéger les renseignements personnels en vertu du septième principe – Mesures de sécurité	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada : Réception de plaintes et pouvoir de prendre l'initiative d'une plainte (art. 11 (1) et (2)) Examen des plaintes (art. 12 (1) et ss.) Pouvoir de vérification (art. 18 et ss) La Cour fédérale, si la cause est judiciairisée en vertu des articles 14 et suivants.	Rapport d'enquête du Commissaire en vertu de l'article 13 ou de l'article 19. Si la cause est judiciairisée en Cour fédérale suite à l'enquête : Réparation, incluant de possibles dommages-intérêts (article 16) Risque de recours collectif
		5 (3)	L'utilisation, la collecte, et la communication des renseignements personnels doivent se faire à des fins acceptables pour la personne visée		
		8 (1) et article 4.9 de l'annexe 1	Neuvième principe -Droit d'accès de la personne concernée à ses renseignements personnels		
		8 (8)	Lorsqu'un renseignement est visé par une demande d'accès, le notaire doit le conserver jusqu'à ce que tous les recours soient épuisés		

N°	Législation applicable	Article	Résumé	Autorité de contrôle	Mesures coercitives
		10.1*	Obligation de déclaration au Commissaire de toute atteinte aux mesures de sécurité ayant trait aux renseignements personnels d'une personne		Relativement à 10.1 et 10.3 : Poursuites au criminel (procédure sommaire/mise en accusation) et amende de 10,000\$ à 100,000\$ (article 28)
		10.3*	Obligation de conservation d'un registre relatif aux atteintes aux dites mesures de sécurité		
		37	Modalités de conservation des documents électroniques (disposition interprétative du droit fédéral)		

3. Règlement européen

Le Règlement général sur la protection des données (« RGPD ») couvre une multitude d'aspects relatifs à la protection des renseignements personnels. Outre ceux mentionnés dans les lois québécoises et canadiennes, ce dernier couvre également la sécurité de l'information, la limitation dans la communication, la conservation et l'utilisation des renseignements personnels, ainsi que les droits conférés à la personne concernée (droit d'accès, de rectification, droit à l'effacement, droit à la portabilité des données, etc.). L'applicabilité au notaire du RGPD et des lois nationales prises en vertu de celui-ci dépendra largement du type de pratique et des services qu'il offre. De façon générale, si le notaire détient des données sur des clients européens, ou des contacts européens, il devrait considérer une évaluation plus précise de son exposition au RGPD.